

Le Rapport d'activités de l'OLUCOME souligne la malgouvernance au Burundi

@rib News, 28/03/2019 RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES DE L'OLUCOME DE 2018 Résumé exécutif Ce rapport annuel des activités de l'OLUCOME 2018 se résume sur trois grandes parties. Il s'agit des réalisations de l'OLUCOME dans les domaines d'intervention, plaidoyer pour la recherche de la paix et la gouvernance, le rétablissement de la sécurité pour tous, la satisfaction des besoins fondamentaux des burundais ainsi que le traitement des dossiers de corruption, de mauvaise gouvernance et l'impact des actions de l'OLUCOME sur la société burundaise.

Dans la première partie, les activités ont été centrées sur la sensibilisation à grande échelle sur la gouvernance et la transparence, le renforcement des capacités de l'OLUCOME pour le plaidoyer et l'évaluation, la détection des risques de corruption. La deuxième partie est exclusivement réservée à des actions de plaidoyer que l'Observatoire a menées au cours de l'année sur les différentes contributions dans le processus de la recherche de la paix durable au Burundi. La dernière partie concerne la documentation et rapportage des cas de corruption et de mauvaise gouvernance sociale, économique et politique. Au cours de l'année 2018, l'Observatoire a traité 47 cas de corruption sur 189 cas enregistrés et estime que ces derniers ont causé un préjudice financier à l'Etat de 350,22 milliards de Francs burundais. Ce montant provient de la corruption issue des dossiers sur la gestion opaque des fonds de l'AMISOM et de la MUNISCA, la surfacturation et la fourniture fictive des plants fruitiers, les marchés publics qui sont surfacturés, les exonérations indues, les dépenses des priorités d'action de grâces du couple présidentiel et du parti au pouvoir, la collecte des contributions et dons forcés en argent et en nature et des ressources minières. Aussi, l'OLUCOME souligne l'impact positif de ses actions dans les différents domaines malgré la réticence des autorités burundaises à la lutte contre le fléau de la corruption. Le rapport trace enfin les contraintes encourues au cours de l'année 2018 et qui affectent l'Observatoire d'une façon ou d'une autre dans ses activités quotidiennes. Il suggère des actions au Gouvernement burundais en place, aux politiciens de l'opposition, au parlement burundais, au peuple burundais, aux garants et cosignataires de l'accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi et aux investisseurs nationaux et étrangers. Lire l'intégralité du Rapport

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});